

Vers de nouveaux chemins d'accès à une alimentation saine pour tou.te.s



>> Étude d'opportunité pour la pérennisation des Jardins Associatifs <<



Formation EPIS 2023 -2024
Caroline Leduc



Plan de la présentation

Avant propos

- 1 Présentation de mon parcours
Qu'est ce qu'une étude d'opportunité ?
Méthode utilisée

Présentation des Jardins Associatifs

- 2 Une association : deux activités
Cartographie des Jardins Solidaires
Les Jardins Solidaires en Chiffres
Schéma de Fonctionnement des Jardins Solidaires

Utilité sociale du projet

- 3 Quelle précarité alimentaire sur Dinan Agglomération ?
Verbatims des bénévoles
Analyse SWOT des Jardins Solidaires

Et demain, quel scénario pour l'association ?

4

Les besoins en investissements

Les besoins en salariés

Le budget prévisionnel

Quel modèle socio-économique pour ce scénario ?

5

Les Jardins Associatifs au carrefour de divers politiques publiques

Schéma de fonctionnement de l'aide alimentaire

Intégrer le Réseau Cocagne, pour quoi faire ?

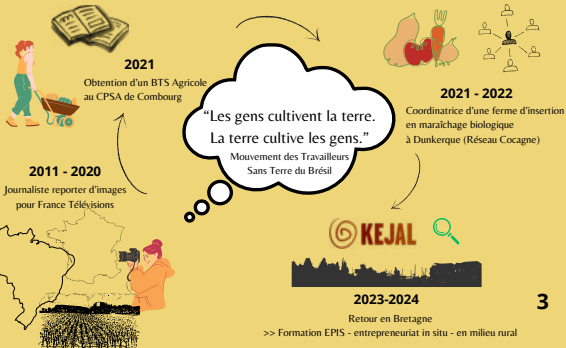
Quelles autres sources de financement pour le projet ?

6

Préconisations

Vers un projet de territoire qui s'alimentera du collectif

Du journalisme à l'agriculture : le souhait de participer à la transition agroécologique



À quoi sert une étude d'opportunité ?



La méthode : écouter, observer, participer, s'informer...

- > **Observation participante** lors de chantiers collectifs et distribution d'aide alimentaire.
- > **Entretiens** avec les bénévoles des jardins, les partenaires associatifs et structures d'aide alimentaire.
- > **Visite d'associations** : Les Marteaux du Jardins (Saint-Malo), Zone Utopies Utiles à la Transition (Dol-de-Bretagne), Les Serres (Québriac), Les Hameaux Légers (Saint-André-des-Eaux), Le Ruisseau Coopératif (Épiniac), Optimism' (Lorient), Les Amis du Jardin (Dinan)
- > **Tutorat** avec des professionnels de l'économie sociale et solidaire.
- > **Lecture de publications** spécialisées sur la thématique de l'accessibilité alimentaire.
- > **Forum(s)** : Réseau Cocagne / Sciences Po Rennes / CRESS / ATLASS

1 association : 2 activités

Les Jardins associatifs

(1989)



Les Jardins Solidaires
(2019)



Le Jardin des petits écoliers
(reprise de l'activité en 2023)





Cartographie des jardins solidaires

DINAN
AGGLOMÉRATION

Beaussais-sur-mer (2022)

Surface : 2000 m2 mises à disposition
par un particulier et la commune

Équipe : 10 Bénévoles

Production : 1 Tonne

Approvisionnement : Épicerie solidaire

Languenan (2019)

Surface : 5000 m2 mises à disposition
par un particulier avec local et hangar

Équipe : 20 Bénévoles

Production : 9 Tonnes

Approvisionnement : Secours Populaire

Saint-Samson-sur-Rance (2022)

Surface : 2000 m2 mises à disposition par la commune

Production : 2 Tonnes

Équipe : 8 Bénévoles

Approvisionnement : Secours Populaire

Lanvallay (2021)

Surface : 8000 m2 mises à disposition
par la commune

Production : 20 Tonnes

Équipe : 30 Bénévoles

Approvisionnement : Secours Populaire

Évran (2022)

Surface : 1500 m2 mises à disposition
par la commune

Production : 5 Tonnes

Équipe : 6 Bénévoles

Approvisionnement : CCAS Evran

Les Jardins solidaires en chiffres

2 ha de terres cultivées

35 tonnes de légumes produits en 2023

120 jardiniers bénévoles
dont 70 chaque semaine

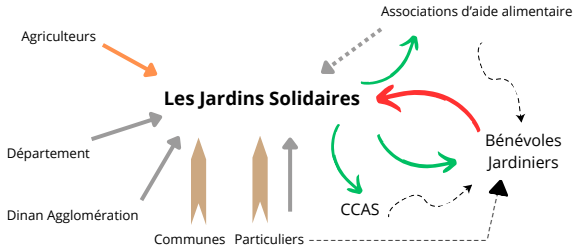
50% en situation de précarité

1 500 personnes nourries en légumes / an

6000 heures de bénévolat / an



Schéma de fonctionnement des Jardins Solidaires



L
E
X
I
Q
U
E



Mise à disposition de terres



Subventions des collectivités



Participation du Secours
Populaire



Participation aux chantiers
collectifs



Redistribution des légumes
aux bénévoles jardiniers et structures
d'aide alimentaire



Participation aux chantiers
collectifs



Préparation de la terre et
vente des plants

Mesurer l'utilité sociale des Jardins Solidaires

Quelle précarité alimentaire sur le territoire de Dinan agglomération ?

11 %

de la population de Dinan agglomération vit sous le seuil de pauvreté

(Source : INSEE 2020)

=

10 734

personnes

2 583

personnes sont accompagnées par une association d'aide alimentaire

(Source : Entretiens)

=

1 125

foyers

3/4

des personnes ayant droits ne seraient pas accompagnées

10

Verbatims de bénévoles d'associations d'aide alimentaire

" De + en + de produits approchent ou dépassent les dates de péremption. Il nous est déjà arrivé de jeter les 4/5 des produits lors d'une ramasse "

" Nous recevons beaucoup de femmes seules avec enfants et de retraités "

" Nous manquons de viande, poissons, fromage, fruits et légumes frais "

" L'été nous avons encore plus de monde "

" Nous sommes obligés de refuser des personnes "

" Beaucoup d'associations sont repliées sur elles-mêmes. Ça ne communique pas beaucoup entre les différentes associations ! "

" Les denrées disponibles dans les GMS diminuent avec l'augmentation des ventes à prix soldés ! "



FORCES



FAIBLESSES



Jardin = espace de vie & de mobilisation favorisant la convivialité, la mixité sociale, la solidarité et l'apprentissage

Implantation dans 5 communes

35 Tonnes de légumes bio et locaux pour lutter contre la précarité alimentaire

120 bénévoles - 6000 heures de bénévolat

Compétences des bénévoles investis : anciens maraîchers professionnels, animation, communication

Communication insuffisante entre les différents jardins = **besoin d'animation**

Manque de concertation avec les structures d'aide alimentaire = **besoin de mieux partager le projet social** pour le territoire

Technique : pas de **système d'irrigation** dans 2 jardins & **matériel ancien**

Mobilité : Jardins éloignés et mal desservis par les transports publics



OPPORTUNITES



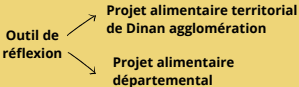
MENACES



Modèle inspirant et reproductible

Soutien politique des communes d'implantation et de Dinan Agglomération

Tissu de partenaires associatifs inscrits dans une démarche partagée d'accessibilité alimentaire (Les Amis du Jardin, Slow Food...)



Adhésion au Réseau Cocagne : intégrer un groupe de travail sur de nouveaux modèles d'accessibilité alimentaire

Président de l'association
= **maraîcher, gestionnaire, relation avec les associations...**

Charge de travail importante pour les bénévoles responsables des cultures

Bail précaire des terres cultivées

Hostilité grandissante à l'immigration

Incompréhension du projet social des jardins et de son impact pour le territoire

Et demain, quel scénario ?

Scénario 1



Une association de bénévoles qui risque de s'essouffler avec la fragilité des responsables

Scénario 2



Une association qui salarie et s'ancre sur le territoire

Scénario 2



Une association qui salarie produit
50 tonnes de légumes par an
et s'ancre sur le territoire

Les besoins en investissement 2024 (TTC)

1 mini-bus fourgon	24 000 euros
1 motoculteur	10 200 euros
3 motobineuses	9000 euros
Tunnels + irrigation	36 000 euros
Matériel informatique	2000 euros
Équipements bénévoles	1800 euros

Total TTC : 83 000 euros 17

Les besoins salariés identifiés

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Entretiens des cultures Salarié 1	Chantier de Beausansar-mer Salarié 1	Entretiens des cultures Salarié 2	Chantier de Larnvalley Salarié 1	Chantier de Larngean Salarié 2
Entretiens des cultures Salarié 1	Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2	Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2
Entretiens des cultures Salarié 1	Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2	Chantier de Saint-Samson Salarié 2	Administratif Salarié 2
Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2	Administratif Salarié 1	Administratif Salarié 1	Chantier d'Évran Salarié 2
				Administratif Salarié 2

0,8 ETP = 1 maraîchère.e



- 50 %
 - Soutien au pilotage global des jardins
 - Encadrement des chantiers
 - Planification et soin des cultures
- 10 %
 - Travail administratif / Production
 - Gestion des chantiers
 - Réunion de l'association

0,8 ETP = coordinateur.rice / maraîchère.e



- 50 %
 - Gestion administrative
 - Animation de l'association
 - Recherche de financements
 - Relation avec les partenaires
- 50 %
 - Soutien aux chantiers collectifs
 - Soins des cultures

Exemple du planning des Jardins Solidaires avec Scénario 1,6 ETP

Lundi

Mardi

Mercredi

Jeudi

Vendredi

Entretiens des cultures Salarié 1	Chantier de Beaussais- sur-mer Salarié 1	Entretiens des cultures Salarié 2	Chantier de Lanvallay Salarié 1	Chantier de Languenan Salarié 2	Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2	Entretiens des cultures Salarié 2
Entretiens des cultures Salarié 1	Entretiens des cultures Salarié 1	Administratif Salarié 2	Chantier de Saint- Samson Salarié 2	Administratif Salarié 2	Administratif Salarié 1	Chantier d'Évran Salarié 2	Administratif Salarié 2



Esquisse du budget prévisionnel du scenario projet

CHARGES		PRODUITS	
Achats	9700 euros	Prestations et production à valoriser ?	82 651 euros
Services extérieurs	11 300 euros		
Autres services	4 500 euros		
Dotations aux amortissements	14 492 euros	Dinan Agglomération	8 000 euros
Charges de personnels	62 695 euros	Communes	4 600 euros
Charges variables	6564 euros	Secours Populaire	3 000 euros
TOTAL CHARGES (TTC)	109 251 euros	Total Subventions d'exploitation	15 600 euros
		Amortissements sub. équipements	11 000 euros
		TOTAL PRODUITS (TTC)	109 325 euros

Salariés = 60 % des charges

Subventions = 15% des produits

Quel modèle socio-économique pour ce scénario projet ?

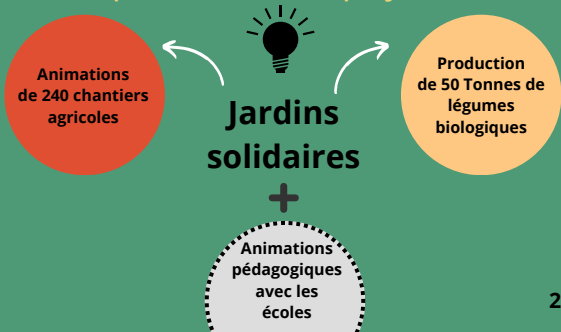
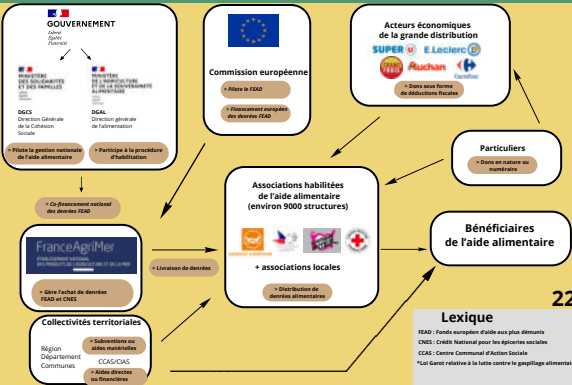


Schéma de fonctionnement de l'aide alimentaire



Lexique

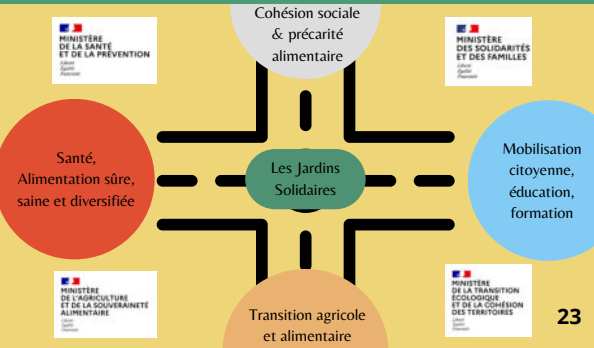
FEAD : Fonds européen d'aide aux plus démunis

CNES : Crédit National pour les épiceries sociales

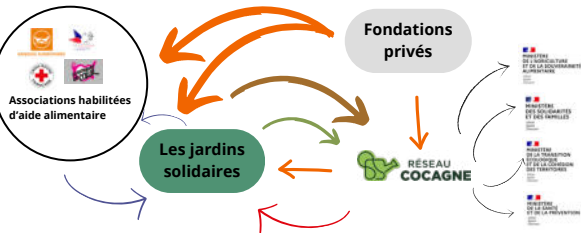
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

*Loi Garot relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire




Les jardins solidaires au carrefour de divers politiques publiques






Intégrer le Réseau Cocagne : pour quoi faire ?



Lexique

-  Adhésion au Réseau & Intégration d'un groupe de travail "Expérimentations de nouveaux modèles"
-  Co-financement de l'expérimentation et capitalisation de l'expérience
-  Fourniture de légumes frais, bio et locaux et participation à l'achat des denrées

-  Plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour la construction de nouveaux modèles d'accessibilité alimentaire
-  Partage de l'expérience pour capitalisation et essaimage
-  Co-financement de projets via des Appels à projets proposés par des fondations privées

Intégrer le Réseau Cocagne : pour quoi faire ?



- Permet un **co-financement** des Jardins solidaires
- Facilite **l'essaimage du projet** sur le territoire et au-delà
- Donne de la **visibilité** au projet = facilite **la recherche de financement** (investissement & fonctionnement)
- **Plaidoyer auprès des pouvoirs publics** pour l'accessibilité alimentaire et création de nouveaux modèles
- **Participation à un groupe de travail** et d'échanges avec d'autres projets au national

Qu'est ce que ça suppose en échange ?

- **Trouver un co-financement**
- **Certifier** les terres en **agriculture biologique**
- **Payer une adhésion** annuelle au Réseau Cocagne
- **Participer aux réunions Groupe de travail**
"Nouveaux modèles d'accessibilité alimentaire"

Préconisations sur ce scénario projet

- Trouver des **subventions de fonctionnement** publiques pérennes
- Travailler sur **le modèle de gouvernance** au sein de l'association pour mieux répartir / fluidifier la communication et la prise de décision entre les différents jardins
- Vigilance sur **la polyvalence des tâches** des salariés
- **Prioriser la consolidation** des Jardins Associatifs **avant son essaimage** sur le territoire de Dinan Agglomération
- Mettre en place **un collège de discussion** entre les partenaires associatifs

ANIMATION ?
d'un projet de territoire
sur l'accessibilité alimentaire pour tou.te.s



Diagnostiquer

Particuliers

Sensibiliser

Bénéficiaires

Expérimenter

Les Jardins
Solidaires

Partenaires associatifs

Agriculteurs

Construire des communs

Département

Associations
d'aide alimentaire

Communes

Merci pour votre attention !



Plan de financement initial

Besoin au démarrage	Montant HT	Ressources à trouver	Montant HT
Investissement	66 400 euros	Apport ou Don	16 600 euros
		Subvention d'équipements	49 800 euros



Subventions d'exploitation

Financeurs	Montant
Dinan Agglo	8000 euros
Communes	4600 euros
Participation Secours Pop	3000 euros
Total	15 600 euros

Prestations & produits à valoriser par les Jardins Associatifs

- **Animation de 240 chantiers collectifs**

240 animations x 200 euros = 48 000 euros

Produit de la valeur

- **Production de 50 T de légumes**

50 000 kilos de légumes x 1,5 = ~~77 971 euros~~

{ = base de calcul sur
la valeur de légumes produits }

Reste à valoriser environ 20 T de légumes = 29 971 euros

- **Atelier d'éveil à l'agriculture avec les écoles**

72 ateliers x 65 euros = 4680 euros

Total prestations & produits = **82 651 euros TTC**

Schéma de gouvernance nationale de la lutte contre la précarité alimentaire

(Source : Cocollupa GT 2022)

NATIONALE ET EU

RÉGIONAL

DÉPARTEMENTAL

REPRA-DÉPARTEMENTAL

ACTEURS

GOVERNANCE

DGAL - Direction Générale de l'Alimentation
Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

DGS - Direction Générale de la Santé
Ministère de la Santé et de la Prévention

DIPLP - Délégation Intermin. à la prévention et la lutte contre la pauvreté interministérielle

ANSES : Agence Nationale de Sécurité Sanitaire alimentaire nationale
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Min. de la Santé et de la Prévention, Min. de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

DGCS - Direction Générale de la Cohésion Sociale
La DGCS est sous la tutelle de 6 ministères et secrétariats d'État

DHIAL : Délégation Intermin. à l'hébergement et à l'accès au logement interministérielle

ADSM - Agence de la transition écologique / Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

ASSOCIATION - Réseaux Associatifs habilités (17) Personnes concernées

APCA - Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture / Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

SPF : Santé publique France
Ministère de la Santé et de la Prévention

FSE + (SEAA) : Fonds de Solidarité Européen + (Soutien Européen à l'Aide Alimentaire)

COCOLLUPA - Comité de Coordination de la lutte contre la précarité alimentaire
Présidence : DGCS

CNA - Conseil National de l'Alimentation Personnes concernées

Commission nationale de gestion des habilitations à l'aide alimentaire
Acteurs : DGAL, DGCS, DGS, DGCCRF

Jury National Appel à projet PNA
Acteurs : DGAL, DGCS, ADSME

PNA - Programme National pour l'Alimentation
Territoire en Actions (2019-2023)
Stratégie ?

PNNS - Programme National Nutrition Santé (Manger Bouger)

Réunion de coordination aide alimentaire
Acteurs : DGCS, Associations

PAT - Projets Alimentaires Territoriaux
Instances nationales de gouvernance

DRAAF / DAAF - Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

DRAJES - Délégation Régionale Académique à la jeunesse à l'engagement et au Sport
Min. de la Santé et de la Prévention

ARS - Agence Régionale de Santé
Min. de la Santé et de la Prévention

Rectorat
Min. de l'Éducation Nationale

CRDUS
Min. de l'Éducation Nationale

Préfets et Commissaires à la lutte contre la Pauvreté
DIPLP

ASSOCIATIONS - Antennes Régionales des réseaux nationaux d'aide alimentaire
Personnes concernées

ASSOCIATIONS - Associations régionales
Personnes concernées

ASSOCIATIONS - Associations régionales
Personnes concernées

ASSOCIATIONS - Associations régionales
Personnes concernées

SRAL - Service Régional de l'Alimentation
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

DREETS - Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du travail et des solidarités
Min. de la Santé et de la Prévention / Min. des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

Organismes de protection Sociale
Min. de la Santé et de la Prévention

Chambre régionale de l'Agriculture
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Direction régionale de l'ADEME
Min. de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

CRALIM - Comité Régional de l'Alimentation
Acteurs : DRAJES, ARS, DRAAF, Associations

PAT - Projets Alimentaires Territoriaux
Instances régionales de gouvernance + Réseaux régionaux

GTS - Alimentation
Acteurs : DREETS, DRAAF, Associations

PRA - Plan Régional d'Alimentation

PRS - Plan Régional de Santé

Jury Régional Appel à Projet PNA
Acteurs : DRAJES, DRAAF, ADEME

Chambre départementale de l'Agriculture
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

DDI : Direction Départementale des Territoires
Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, Min. de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

DDPP - Direction Dépt. de la protection des populations
Interministériel

DDARS - Direction Départementale de l'ARS
Min. de la Santé et de la Prévention / Min. des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

DDOETS + (PP) - Direction Dépt. de l'Emploi, du travail, des solidarités, et de la protection des populations
Interministériel (DDOETSPP)

SAO - Service Intégré d'Accueil et d'Orientation
Interministériel

ASSOCIATIONS - Associations départementales
Personnes concernées

DÉPARTEMENT

Instances de coordination départementale d'accès à l'alimentation des publics précaires
Acteurs : DDCS, ARS, CCAS, Collectivités territoriales, SAO, Chambre d'Agriculture, Secteur Agroalimentaire, Associations (habilitées ou non)

PAT - Projet Alimentaire Territorial (échelle départementale)
Acteurs : Acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), Société civile, Agriculteurs et Producteurs, Collectivités territoriales, Organisme de recherche, Entreprise et Coopérative de transformation, de distribution et de collaboration
Personnes concernées

CCAS : CAS - Centre Communal / Intercommunal d'Action Sociale

EPCI - Établissement Public de coopération Intercommunale

COMMUNES
Personnes concernées

ASSOCIATION - Associations locales
Personnes concernées

PAT - Projet Alimentaire Territorial (échelle communale)
Acteurs : Acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), Société civile, Agriculteurs et Producteurs, Collectivités territoriales, Organisme de recherche, Entreprise et Coopérative de transformation, de distribution et de collaboration

Personnes concernées

CLS - Contrat local de Santé

TYPLOGIE D'ACTEURS

- Ministères et services déconcentrés
- Établissements publics et agences
- Collectivités territoriales
- Associations
- Autres acteurs

TYPLOGIE D'ACTEURS

- Plans
- Comités et réseaux
- Implication des personnes concernées

MINISTÈRES

- Interministériel
- Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
- Min. de la Santé et de la Prévention
- Min. des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées
- Min. de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- Min. du Travail, du Plein emploi et de l'insertion
- Min. de l'Éducation nationale et de la Jeunesse



Plan de financement initial

Besoin au démarrage	Montant HT	Ressources à trouver	Montant HT
Investissement	66 400 euros	Apport ou Don	16 600 euros
		Subvention d'équipements	49 800 euros



Subventions d'exploitation

Financeurs	Montant
Dinan Agglo	8000 euros
Communes	4600 euros
Participation Secours Pop	3000 euros
Total	15 600 euros



Esquisse du compte de résultats

Charges		Produits	
Achats	9700 euros	Animation de 226 chantiers agricoles collectifs	75 000 euros
Services extérieurs	11 300 euros	Production de 40 Tonnes de légumes bio, locaux et solidaires	
Autres services	4 500 euros	Animations d'ateliers périscolaires	4680 euros
Dotations aux amortissements	14 492 euros	Subventions d'exploitation	15 600 euros
Charges de personnels	62 695 euros	Prorata sub. équipements	11 000 euros
Charges variables	6564 euros	TOTAL PRODUITS	109 325 euros
TOTAL CHARGES	109 252 euros		



- TYPLOGIE D'ACTEURS**
- Ministère et services déconcentrés
 - Établissements publics et agences
 - Collectivités territoriales
 - Associations
 - Autres acteurs

- TYPLOGIE D'ACTEURS**
- Pôles
 - Comités et réseaux
 - ✋ Implication des personnes concernées

- MINISTÈRES**
- ✋ Interservice
 - ✋ Min. de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
 - ✋ Min. de la Santé et de la Prévention
 - ✋ Min. des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées

- ✋ Min. de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- ✋ Min. du Travail, du Revenu emploi et de l'Insertion
- ✋ Min. de l'Éducation nationale et de la Jeunesse



Beaussais-sur-mer

Saint-Samson-sur-Rance

Languenan

Lanvallay

Evran

DINAN

2 ha de terres cultivées

32 tonnes de légumes produits

100 bénévoles

5000
heures de bénévolat

Animations de **Communs agricoles** sur Dinan Agglomération par les "Jardins Associatifs" ?

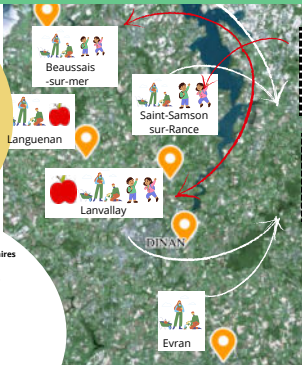
2 ha de terres cultivées

+ 100 citoyens bénévoles

5000 h de bénévolat en 2023

40 Tonnes

de légumes frais, bio et locaux



Ecoles




**Associations
d'aide
alimentaire**




 Participation volontaire de bénéficiaires

 Participation à l'achat des semences

 Chantiers agricoles collectifs

 Ateliers d'éveil à l'agriculture

 Entretien collectif de Verger

DGCS : SES MISSIONS

AGIR SUR LA VIE QUOTIDIENNE

Personnes en situation de précarité

- Lutter contre la précarité alimentaire
- Retrouver nos dispositifs d'aides
- Rappeler l'accès aux droits
- Symboliser les parcours d'insertion



Personnes âgées

- Prévenir la perte d'autonomie
- Bien vieillir chez soi
- Bien vieillir en établissement
- Lutter contre l'isolement social
- Agir pour les aidants



Personnes en situation de handicap

- Renforcer l'accès aux droits
- Développer l'école inclusive
- Accompagner dans l'emploi
- Soutenir la transition inclusive
- Se fonder sur l'accessibilité universelle



Enfants et familles

- Lutter contre les inégalités dès le plus jeune âge
- Soutenir la parentalité
- Nouveaux services publics universels de l'accueil du jeune enfant
- Heure protéger les enfants



Majeurs protégés

- Lutter contre la maltraitance des personnes vulnérables
- Garantir la protection des droits en renforçant la profession de mandataire judiciaire



AGIR EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- Prévenir et lutter contre les violences sexuelles et sexistes
- Améliorer les droits sociaux des femmes dès le plus jeune âge
- Garantir l'égalité économique et professionnelle
- Prendre en compte les conditions spécifiques de la vie des femmes
- Promouvoir la culture de l'égalité



AGIR EN FAVEUR DES MÉTIERS DU SOCIAL ET DU MÉDICO-SOCIAL

- Plan des métiers du grand âge et de l'autonomie : gouvernance, emploi, formation, amélioration des conditions de travail
- Politique d'attractivité sur le secteur des aides à domicile
- Plan des métiers du travail social : amélioration des conditions de travail, soutien aux évolutions des pratiques, aux mobilités...



AGIR EN PHASE AVEC LE TERRAIN ET LES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Travailler en coordination avec tous les acteurs

- Interministériel : ministères et DAC
- Réseaux déconcentrés : DRDTS, DRDFI, DDFL, ARS
- Opérateurs : CNAF, CCMSA, CNSA
- Partenaires opérationnels : collectivités locales, associations, fédérations et structures



Prendre en compte les spécificités des territoires

- Bureaux
- Outre-mer
- Quartiers Politiques de la ville



S'engager dans la modernisation de l'État

- Politiques prioritaires du Gouvernement (PPG)
- Mission Innovation Sociale
- Filie Stratégie - évaluation et suivi des politiques publiques



S'ouvrir sur le monde et ses évolutions

- Politiques européennes internationales
- Partenariats avec le monde de la recherche et études prospectives



Se donner les moyens d'agir

- Gestion de 3 programmes budgétaires pour un total de 28 milliards d'euros en 2021
- Développement des systèmes d'information au service des politiques sociales



AGIR FACE À LA CRISE

- Gestion de la crise sanitaire Covid-19
- Gestion de la crise Ukraine
- Gestion de la canicule et de la sécheresse



DGCS : SON ENVIRONNEMENT

MINISTÈRES DE TUTELLE

PREMIÈRE MINISTRE

Ministère délégué chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations

Secrétariat d'État chargé de l'enfance

Ministère délégué aux Personnes handicapées

MINISTÈRES

Ministère des Solidarités et des Families

Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion

Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse

PARTENAIRES

LES ASSOCIATIONS ET FÉDÉRATIONS

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

**DIRECTION GÉNÉRALE
 DE LA
 COHÉSION SOCIALE**

INSTANCES CONSULTATIVES

CNLE
Conseil national de lutte contre l'exclusion

HCTS
Haut conseil de travail social

HCE
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

CNPE
Conseil national de protection de l'enfance

HCFEA
Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge

CNAOP
Conseil national d'accès aux origines professionnelles

CNA
Conseil national de l'adaptation

CNCPH
Conseil national consultatif des personnes handicapées

RÉSEAUX TERRITORIAUX

ARS
Agences régionales de santé

DRSTES
Directions régionales en charge de l'écologie, du travail, de l'emploi et des solidarités

DRDFE & DDDFE
Directions régionales en départements aux droits des femmes et à l'égalité

OPÉRATEURS ET ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE

CNAF
Caisse nationale d'allocation familiale

CNSA
Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

CCPSA
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CNAV
Caisse nationale d'assurance vieillesse

ANAP
Agence Nationale d'Appui à la Performance